

FORMATION DES RESPONSABLES 2017
« CONSTRUIRE ET DÉCONSTRUIRE LE DÉVELOPPEMENT »

Quinoa

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT – AIDE D'URGENCE ????

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE :

Ensemble des initiatives et dispositifs portés par des populations ou Etats dans une logique de solidarité et d'entraide avec d'autres populations ou Etats.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT :

Ensemble des initiatives et dispositifs soutenus par les pays les plus « riches » de la planète au bénéfice des plus « pauvres » en vue d'améliorer les conditions de vie de la majeure partie de l'humanité, lutter contre la pauvreté, favoriser l'émergence de sociétés démocratiques, promouvoir les droits humains, etc.

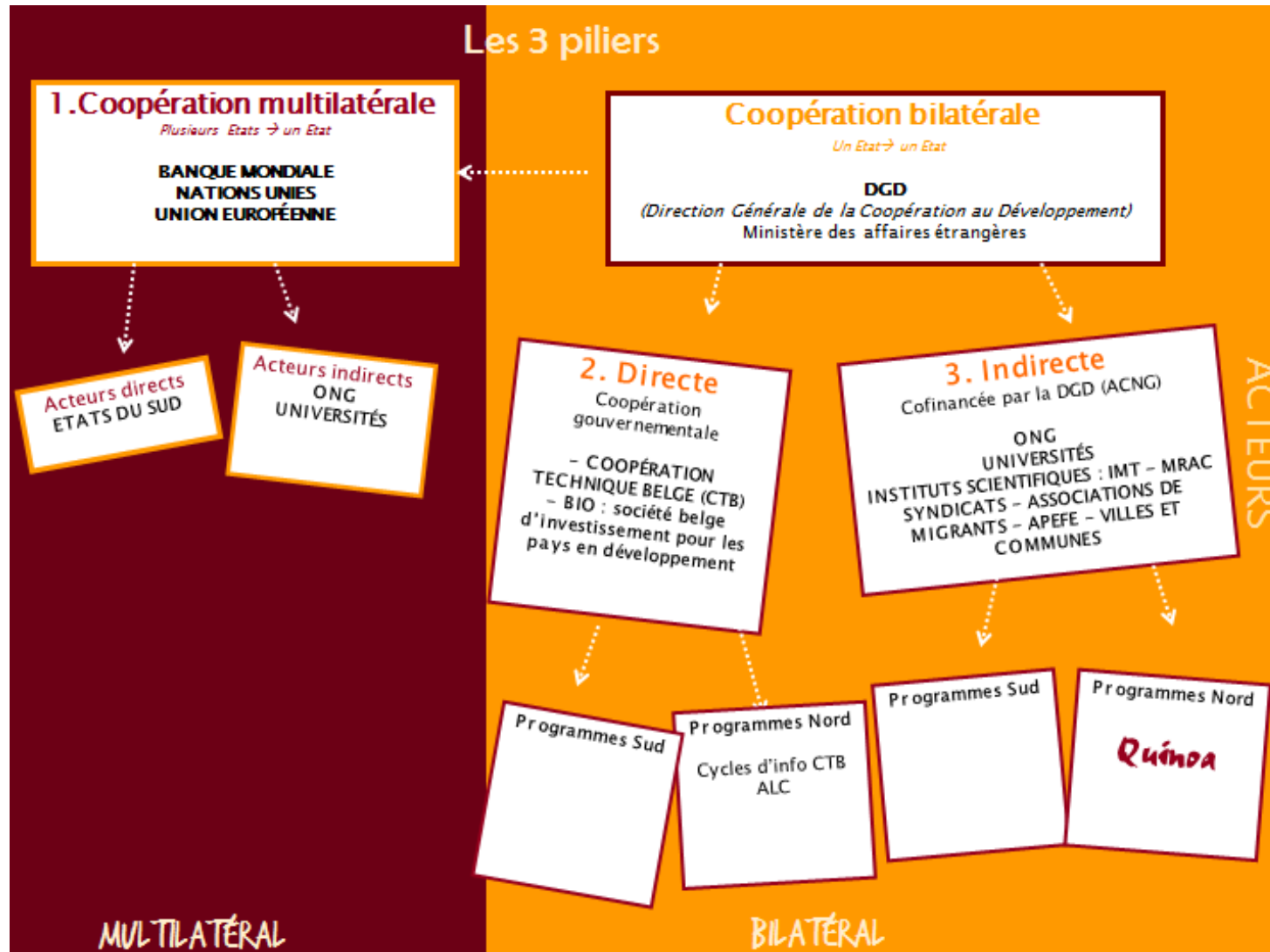
AIDE HUMANITAIRE OU D'URGENCE

Ensemble des initiatives et dispositifs mis en place pour répondre aux catastrophes humaines (guerres, etc.) ou naturelles (Tsunami, tremblements de terre, etc.)

QU'EST CE QU'UNE ONG ?

- Association issue de la société civile
- Reconnue comme asbl (association sans but lucratif)
- Reconnue comme ONG par un agrément de la DGD sur base d'un dossier qui explicite la vision du monde de l'association, son diagnostic des injustices, ses missions et objectifs à moyen et long terme (74 OCS belges dont 3 syndicales, il y en avait encore 107 en 2016, année du dernier screening -> réelle volonté de réduire le nombre d'ONG).
- Pour obtenir un cofinancement : remise d'un dossier sous la forme prévue par la loi sur le cofinancement des ONG.

LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION EN BELGIQUE



LES IPSI

Initiatives populaires de solidarité internationale - 4^{ème} pilier

Il s'agit d'initiatives citoyennes volontaires qui avec peu de moyens (et sans cofinancement public) soutiennent des projets dans le « Sud » et créent des liens « Nord-Sud ».

Exemples: les associations paroissiales, les mouvements de jeunes, les associations de quartier, les groupes scolaires ou n'importe quelle autre association de personnes qui, à un moment, s'intéressent à la problématique « Nord-Sud » et veulent s'y impliquer

ACTIONS MENÉES PAR LES ONG

2 types de mandats des ONG

MANDAT DANS LE SUD
le public bénéficiaire direct est dans le Sud

- **Actions humanitaires et d'aide d'urgence**

Catastrophes humaines et naturelles

MSF – Croix Rouge de Belgique

- **Renforcement d'acteurs du Sud**

coopération basée sur le partenariat

Médical- agriculture – droits de l'homme – environnement – enseignement – culture...

OXFAM – SOS Faim – Solidarité Socialiste – Iles de paix

Ce type de coopération peut se faire avec l'appui de coopérants.

MANDAT DANS LE NORD
le public bénéficiaire direct est dans le Nord

- Education au développement : **Quinoa**

- Plaidoyer : CNCD, CADTM, Solidarité Socialiste

- Renforcement des acteurs du Nord ou offre de service

→ Formation, suivi, évaluations pour les ONG : ITECO, COTA, Monde selon les femmes

LA COOPÉRATION EN QUELQUES CHIFFRES :

- L'objectif de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, qui regroupe 32 pays industrialisés) pour 2010, que chaque pays consacre 0.7% de son RNB à l'aide publique que développement. Actuellement :
 - Moyenne des pays de l'OCDE: 0,29%
 - Moyenne des pays européens: 0,47 %
 - Belgique : 0,42% en 2015. Part en constante diminution (2009 = 0.55 %, 2010 = 0.64%, 2011 = 0.53 %, 2012 = 0.47 %, 2013 = 0,45%, 2014 = 0,45%) et les coupes budgétaires dans l'accord du gouvernement de 1 milliard entre 2015–2019 continuent dans ce sens pour arriver à moins de 0,4% RNB.
- Une part croissante de l'aide mondiale est octroyée sous forme de prêts et non pas de dons, prises de participation et autres formes d'investissements et d'instruments financiers. Dans ce 0,45% se cache aussi l'« Aide fantôme » : plus de 25% d'aide fantôme (annulation dette – accueil des étudiants – Fedasil (12%) – etc.)
- L'Aide Publique au Développement en 2015 en Belgique : 1, 723 milliards €
 - Budget DGD = 1,010 milliards €
 - Coopération multilatérale = 34%
 - Coopération gouvernementale = 23,7%
 - Coopération non gouvernementale = 22,6% (Environ 54% = budget ONG) ⇒double de la moyenne de l'OCDE
 - Aide humanitaire = 14%
 - Moins de 2 % de son APD revient à l'ECMS

La Belgique est 1^{er} pays bénéficiaire de l'APD !!!

Coupes : Accord du gouvernement : coupe budgétaire de 1 milliard entre 2015–2019 + coupes suite aux conclaves budgétaires annuels ⇒ Coopération = principale victime de l'austérité

- Aide mondiale en 2015 : 131,6 milliards \$ (chute constante)
 - La part de l'APD dans les flux financiers qui vont vers les pays « en développement » est de plus en plus petite (1970 = 70%, 2011 = 13%). Beaucoup plus de « win win » que de solidarité internationale.
- En 2000, les États membres des Nations Unies ont adopté huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), avec pour ambition de les réaliser d'ici à 2015. Le bilan est plus que mitigé : réduction de moitié de l'extrême pauvreté (merci la Chine ☺) – réduction de la mortalité infantile – réduction de la mortalité maternelle – etc. Mais les OMD n'ont pas permis d'attaquer certains problèmes fondamentaux tels que les inégalités croissantes ou le changement climatique, dont les effets sur le « Sud » sont pourtant de plus en plus évidents.
- Horizon 2030 : Objectifs du Développement Durable (ODD) : fusion des OMD et des engagements de Rio. Ces objectifs ne concernent pas que les pays en développement mais bien tous les pays et intègrent la question des inégalités et de l'environnement. Mais rien n'est dit sur la justice fiscale ni sur le financement de ces objectifs...

Plus d'infos : http://www.cncd.be/IMG/pdf/2016_rapport_annuel_aide_belge_cncd-11.11.11.pdf

LE DÉVELOPPEMENT, (C'EST QUOI ? ...

Une vision d'« avancés » sur des « retardataires » ?

L'apparition du mot « développement » dans les langues véhiculées en Occident, date d'après la Seconde Guerre Mondiale. C'est en 1949, lors d'un de ses discours, que le président étasunien Harry Truman présente le monde comme divisé en deux blocs, celui des pays « développés » et inversement celui des pays « sous-développés »... Pour la première fois dans l'Histoire naît l'idée selon laquelle certains pays ont pris du retard sur d'autres. Et par-là même, que les pays sont classés les uns par rapport aux autres sur une échelle du développement, entendu alors comme économique et industriel.

Extrait du discours de Truman

« ...Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avancée scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens. Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources en connaissances techniques qui, physiquement, ne pèsent rien – ne cessent de croître et sont inépuisables... »

Le « développement » dans d'autres disciplines

Si le classement entre pays « développés » et pays « sous-développés » date de 1949, il est des disciplines qui utilisent le mot « développement » depuis bien plus longtemps !

Exemples de l'usage du mot « développement » : en biologie, on parle de biologie du développement, synonyme de biologie cellulaire, l'étude de l'évolution de la croissance d'un organisme jusqu'à sa maturité / en médecine, on parle de développement d'une maladie, de symptômes, etc. / en algèbre, on parle de développement d'une suite / en géométrie, on développe un volume pour le projeter en plan / en économie, on parle du développement d'un commerce, d'une affaire / en informatique, on parle de développer un logiciel...

→ Par analogie, un pays ou une région est appelé en voie de développement si son « économie n'a pas atteint le niveau des pays industrialisés » (d'après le Petit Robert...)

→ Les disciplines intégrant la notion de « développement » entendent communément cette dernière comme associée aux idées de croissance, d'expansion, de temps linéaire, d'évolution, de progrès, etc. Bref, une série de manières de penser et de concepts propres à l'Occident... souvent inconcevables dans de nombreuses autres cultures !

D'autres visions sur la notion de « développement »...

- Selon **Guy Bajoit**, sociologue et professeur à l'UCL :
Le « développement » s'entend comme « l'amélioration des conditions sociales et matérielles de vie d'une population ».
- Pour **Amartya Sen**, économiste indien et prix Nobel en 1998 :

Le « développement » est l'« extension des libertés collectives » et la « pauvreté » est une « privation de capacités ».

- Quant à **Gilbert Rist**, professeur à Genève, il n'hésite pas à bousculer les idées dominantes :
« Le « développement » est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux, en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable (...) Le développement est semblable à une étoile morte dont on perçoit encore la lumière, même si elle s'est éteinte depuis longtemps, et pour toujours ».
- Pour l'économiste et philosophe **Serge Latouche** :
« Le développement n'est pas le remède à la mondialisation, il en est le problème ! (...). L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou de mondialisation. Il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures ». En évoquant le développement, il parle davantage de l' « *umran* » (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn (14ème siècle), de « *swadeshi-sarvodaya* » (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou de « *bamtaare* » (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs...
- **Ailleurs dans le monde**, le mot « développement » existe rarement dans les langues vernaculaires... On raconte l'histoire d'une communauté villageoise au Cameroun, qui a vécu les effets du changement provoqué sous le nom de « développement ». On leur a dit qu'ils pouvaient concevoir un «projet», mais qu'ils devaient pour cela établir une «planification» sérieuse s'ils voulaient obtenir de l'argent des donateurs. Comme aucun mot pour ces notions étrangères n'avait encore été inventé dans leur langue, quelqu'un leur a expliqué ce que les Occidentaux comprenaient par ces concepts. Une fois leur curiosité satisfaite, ils ont traduit ce qu'ils en avaient compris dans des mots de leur propre langue. Depuis lors, dans ce village, le développement signifie «créer la pagaille», la planification est rendue par «le rêve du Blanc», et projet veut dire «demander de l'argent en Europe ».
- **Un proverbe ancestral colombien dit** : « La grandeur d'une population n'est pas mesurée par ses réalisations ou ses richesses mais est appréciée essentiellement par le développement du système social et par la relation avec la PACHA MAMA (mère terre) ».

LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

ADAPTATION D'APRES LA GRILLE DE GUY BAJOIT (ITECO - UCL)

	50' > 1989	80' > ...	90' > ...	90' > ...	
	MODERNITÉ <	> RÉVOLUTION	COMPÉTITION	ALETRMONDIALISME & DÉVELOPPEMENT DURABLE	IDENTITÉ CULTURELLE APRÈS-DÉVELOPPEMENT
CAUSES	Retard des sociétés primitives <ul style="list-style-type: none"> - mentalités conservatrices - archaïsme des sociétés traditionnelles 	L'impérialisme <ul style="list-style-type: none"> - Centre / Périphérie - économique : pillage des richesses nationales - politique : domination des classes privilégiées - Détérioration des termes de l'échange 	Les États <ul style="list-style-type: none"> - inefficacité économique de l'Etat - entraves aux libres échanges et à la libre entreprise 	Le modèle compétitif <ul style="list-style-type: none"> - détruit la solidarité sociale (inégalités, carence démocratique, consommation) - détruit l'environnement (logique de profit). 	L'hégémonie occidentale <ul style="list-style-type: none"> - économique : échanges inégaux - culturelle : mc'donalisation du monde
DÉFINITION	<ul style="list-style-type: none"> - Passage société traditionnelle - vers société moderne - Progrès – croissance – raison – science – technique - Approche évolutionniste – technique 	<ul style="list-style-type: none"> - Passage d' 1 société dominée par l'impérialisme et la bourgeoisie nationale vers libération nationale et sociale - Révolution – croissance - Approche marxiste 	<ul style="list-style-type: none"> - Passage intervention de l'Etat dans l'économie vers libre jeu du marché - Accumulation de richesses - Croissance – privatisations - Approche néolibérale purement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Défense de l'intérêt général - Démocratisation de la vie sociale et politique - Préservation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Remise en question du concept même de développement - Préservation des racines identitaires et culturelles des peuples - Décroissance - Convivialité, liens sociaux, relocalisation
POLITIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures - Administration publique - Education et santé - Industrialisation et technicisation - Armée - Urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Nationalisation - Substitution aux importations 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui au secteur privé - Accroissement des échanges commerciaux (exportations) - Ajustements structurels - Responsabilisation individuelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des mouvements sociaux - Appui aux structures de base - Gestion durable des ressources - Critique de la dette 	
ACTEURS	Etatiques : élites modernisatrices	Elites contrôlant l'Etat : élites révolutionnaires du parti unique (politiques ou militaires)	Privés + institutions internationales : élites innovatrices et entreprenantes, FMI, BM, OMC, G8	ONG, syndicats, mouvements de paysans, de jeunes, de femmes, forums mondiaux...	
CONCEPTION	Technique « ils ne savent pas pêcher »	Politique « ils n'ont pas accès à la rivière »	Economique « la rivière est mal gérée, il faut privatiser »	Sociale & Environnementale « les grandes firmes surexploitent le poisson ! »	
				Culturelle & critique idéologique « Au fait...on ne mange pas de poisson »	

Ideologies du progrès, des sociétés industrielles, technicistes, croissance

Refus du développement

LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

1. Modernisation / technicisation

La conceptualisation du développement s'est d'abord constituée en fonction d'un certain héritage historique propre aux sciences sociales (l'idée de progrès par exemple était déjà affirmée par les philosophes des lumières) et aux expériences occidentales d'industrialisation et de changement social.

Le contexte d'émergence du paradigme de la modernisation est celui d'après guerre dans lequel les Etats-Unis doivent faire face à une double urgence :

- la reconstruction de l'Europe, pour en faire un partenaire économique et fournir des débouchés au potentiel industriel américain ;
- le contexte de la guerre froide et la menace communiste.

Le plan Marshall répondra entre autre à ces urgences en créant un « pacte de la croissance ». Dans ce contexte, la question du « Sud » et de la décolonisation étaient également préoccupantes pour les USA. Les milieux universitaires et l'appareil de propagande vont ainsi être mobilisés pour convaincre de la supériorité du modèle américain, le capitalisme libéral démocratique.

Avec le paradigme de la modernisation, il ne sera désormais plus question d'opposition (entre le sauvage et le civilisé) mais de processus, qui part du traditionnel et avance vers le moderne, tel qu'il peut être représenté par le modèle Américain et vers lequel tout le monde doit converger. Le développement est ainsi vu comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes par lesquelles doivent nécessairement passer toutes les nations et sociétés. Dans cette optique, le développement est avant tout un processus de rattrapage, les pays occidentaux indiquant la marche à suivre. Les intellectuels américains chercheront donc à systématiser des lois universelles de développement, conceptualisé comme identification à la société de consommation de masse, stade ultime accessible à tous.

Dans « *Etapas de la croissance économique, un manifeste non communiste* » (1964), vulgate du paradigme de la modernisation dont le titre traduit bien le contexte dans lequel est né cette notion de développement, Rostow distingue 5 étapes successives dans l'évolution économique d'une société :

1/ La société traditionnelle : l'agriculture est l'activité principale (75% population) et le système social est basé sur la propriété foncière, absence de technologie, attitudes spirituelles vis-à-vis du monde physique, système de valeurs marqué par un fort fatalisme, résistance au changement.

2/ Les conditions préalables au décollage : des mutations ont lieu dans l'agriculture : la productivité est augmentée pour pouvoir nourrir un nombre plus grand de personnes ; les transports (construction de nouveaux moyens), le commerce extérieur (existence d'importations/exportations avec l'extérieur) et les sciences modernes se développent petit à petit ; émergence d'une bourgeoisie commerçante tournée vers le changement ; changement dans le système de valeurs avec la diffusion de l'idée que le progrès est possible et qu'il est bon.

3/ Le décollage : les résistances de la société traditionnelle lâchent ; la croissance devient un processus continu et entretenu ; accélération du progrès technologiques, développement de nouvelles industries, accélération de l'urbanisation.

4/ Le chemin vers la maturité : la croissance gagne l'ensemble des secteurs de l'économie, les techniques modernes sont mises en œuvre systématiquement, accélération du développement de nouvelles industries ; évolution des valeurs et des institutions pour soutenir la croissance ; élévation de la productivité et du revenu.

5/ L'âge de la consommation de masse : les principaux secteurs de l'économie deviennent la production de biens de consommation durables et de services, les objectifs de la société sont la consommation et le bien-être...

2. Révolution / conflit / dépendance

L'école de la dépendance va tempérer ces espoirs d'abondance pour tous, en soulignant les responsabilités que portent les pays industriels dans la situation de ceux du « Sud ».

Milieu des années 60', la théorie de la modernisation sous sa forme nationale, axée sur le développement de l'Etat Nation, est en crise. La plupart des Etats qui s'étaient engagés sur cette voie de la modernisation nationale et avaient lancés des politiques ambitieuses de construction d'industries se sont trouvés confrontés à un ensemble de tensions internes aggravées et non résorbées : insertion dans le commerce international défavorable et non maîtrisée (fuite d'une partie du surplus vers les pays développés et évolution des termes d'échange très défavorables), manque de capitaux pour les investissements nécessaires pour les grandes infrastructures économiques et sociales, décalage entre développement du secteur moderne et évolution de la structure de l'emploi (chômage, secteur informel,...), urbanisation incontrôlée, montée des inégalités et faiblesse du marché intérieur, frustrations suite à la privation d'une large partie de la population des fruits annoncés de la modernisation.

Un nouveau courant intellectuel critique va émerger et va remettre en cause les fondements même du paradigme de la modernisation en rejetant sa vision universaliste. Les théoriciens de la dépendance replacent le sous-développement comme le résultat d'un processus historique d'exploitation du « Sud » par le « Nord » ou encore de la périphérie par le centre dans le cadre du développement d'un système capitaliste mondial (le développement des uns n'est que le résultat du sous-développement des autres).

Selon eux, les régions de la périphérie ont été incorporées dans l'économie mondiale capitaliste depuis les premiers temps de la colonisation et cette incorporation a immédiatement transformé ces pays en économies capitalistes. Mais cette intégration de ces économies capitalistes périphériques dans l'économie mondiale s'est faite à travers une relation métropole-satellite dans le cadre de laquelle le profit généré à la périphérie est confisqué par le centre. Les pays périphériques exportent en effet des produits primaires intensifs en travail bon marché et importent des biens industriels intensifs en capital et qui

incorporent une faible quantité de travail mais à coût élevé. Les termes de l'échange¹ sont donc défavorables pour la périphérie et cette intégration détourne en outre les possibilités du « Sud » vers l'industrialisation alors que le processus de rattrapage impose une transformation de la structure productive.

L'obstacle le plus important au développement n'est donc pas le manque de capital et de capacités entrepreneuriales (facteurs internes) mais la division internationale du travail héritée du colonialisme et de l'impérialisme (facteurs externes). Pour la périphérie, il n'y a donc pas d'alternative au sous-développement dans le cadre du système capitaliste, la révolution qui permettra de casser cette relation de dépendance est la seule solution politique. Il faut promouvoir une stratégie nationale basée sur ses propres ressources : les stratégies d'import-substitution.

3. Compétitivité économique

Les années '80 ont vu s'imposer l'idéologie du marché dérégulé selon laquelle les mécanismes de marché – s'ils ne sont pas perturbés – sont auto-régulateurs et constituent la meilleure façon d'organiser une économie complexe (c'est le principe de la « main invisible »). Le début des années 80 est ainsi marqué par la volonté des élites dirigeantes au « Nord », incarnées par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, de rétablir les grands équilibres macro-économiques (perturbés suite aux 2 grands chocs pétroliers des années 70 et la crise de la dette) et une offensive contre l'intervention publique. La « nouvelle économie politique » discréditera à la fois les politiques keynésiennes au « Nord », les systèmes socialistes et les politiques de développement au « Sud ».

Ces années 80 seront donc caractérisées par l'expansion des politiques néolibérales qui se traduiront par la mise en place de politiques d'austérité vis-à-vis des pays du « Sud », traduites dans le « Consensus de Washington ». Énoncé en 1989 par l'économiste John Williamson, le Consensus contient dix recommandations politiques concernant la « réforme » d'économies des pays « pauvres » :

1. La discipline budgétaire ;
2. L'acheminement des dépenses publiques dans des directions qui promettent aussi bien une croissance économique qu'une répartition égale des revenus ;
3. Des réformes fiscales comportant des taux d'imposition maximaux peu élevés et une large assiette fiscale ;
4. Une libéralisation des marchés financiers ;
5. La création d'un cours du change stable et compétitif ;
6. La libéralisation du commerce ;

¹ Les termes de l'échange représentent le pouvoir d'achat des exportations d'un pays en termes d'importations. L'indice des termes de l'échange le plus courant mesure le rapport entre les prix des exportations et les prix des importations. Une augmentation de cet indice correspond à une amélioration des termes de l'échange : par exemple, un pays vend plus cher ses exportations pour un prix à l'importation constant. Inversement, une diminution de l'indice correspond à une dégradation des termes de l'échange.

7. L'abolition des barrières à l'entrée sur le marché et la libéralisation des investissements directs étrangers (égalité de traitement entre les entreprises étrangères et celles du pays) ;
8. Les privatisations ;
9. La déréglementation ;
10. La protection de la propriété privée.

On assiste à une mise sous tutelle des Pays du « Sud » qui perdent leur autonomie dans les stratégies de développement. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International deviennent les prêteurs en dernier ressort, acteurs clés car ils décident du déblocage des ressources vers le « Sud ».

Les PAS auront des conséquences sociales importantes à cause de la baisse du revenu du travail, la contraction du secteur formel, la diminution des dépenses publiques en matières sociales. Face aux nombreuses critiques, ce modèle de développement va tenter de légitimer son action via l'humanisation du développement et la déclaration d'un nouveau consensus début des années 90, celui de la lutte contre la pauvreté qui vise désormais à coupler croissance et diminution de la pauvreté.

4. Altermondialisme et Développement durable

Le mouvement altermondialiste est considéré sous l'angle de l'émergence d'un nouveau cadre d'action collective : le discours critique visant la mondialisation néolibérale. C'est ce discours ouvert et flexible contre la mondialisation qui a permis de relier un grand nombre de thématiques et de problèmes autrefois traités séparément en leur attribuant une même cause : la mondialisation économique et, partant, de rassembler sous une même bannière des groupes qui auparavant s'ignoraient voire d'affrontaient. L'altermondialisme est donc un « mouvement de mouvements » : il est porté, ou incarné, par un ensemble de mouvements qui lui préexistent et qui ont progressivement relié leur thème, leur terrain traditionnel (le développement, le travail, les droits sociaux, la condition féminine, l'écologie, les rapports « Nord-Sud ») à celui de l'altermondialisme.

La collaboration entre ces différents acteurs passe par la construction d'accords minimaux sur une série de points clés (organisationnels et politique). L'orientation commune est l'accès pour tous aux droits, à la démocratie et à la paix. A côté de ce consensus autour de la labellisation d'un même adversaire et de l'approche par les droits, il existe de nombreuses tensions au sein du mouvement altermondialiste, tant quant aux stratégies à adopter que par rapport au contenu des politiques alternatives (faut-il par exemple plus de mondialisation ou moins de mondialisation ?)²

Les acteurs de ce type de modèle sont sociaux et non directement politiques : leurs buts ne sont pas de prendre le pouvoir et de contrôler l'Etat. Ils exercent un contre-pouvoir,

² POLET F., « *Clés de lecture de l'altermondialisme* », Couleurs livres, Charleroi, 2008

s'organisent collectivement bien au-delà des frontières et se rassemblent « physiquement » régulièrement lors des forums mondiaux, le premier ayant eu lieu à Porto Alegre au Brésil, en 2001.

Face aux contestations par rapport à l'augmentation de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion à l'échelle mondiale et par rapport au problème de la dette et de l'environnement, faute de pouvoir les résoudre, les Organisations Internationales vont internaliser les éléments critiques et parler désormais de développement qui soit à la fois durable et humain et de lutte contre la pauvreté.

5. Après-développement

L'idéologie du développement et l'hégémonie culturelle vont être pointées comme cause des inégalités, de la disparition des écosystèmes et des cultures humaines.

Les auteurs du courant de l'après-développement rejettent l'idée d'un développement alternatif car cela conforterait l'idée que le développement a un sens. Pour eux-elles, il faut défaire le développement et refaire le monde avec tous ceux et celles qui en ont été exclus, les « naufragés ». Le concept de développement et les pratiques qui en découlent doivent être rejetés car ils constituent une nouvelle religion du Nord, une expression idéologique de l'expansion du capitalisme de l'après-guerre, une vaste « occidentalisation du monde », une violence symbolique forte faite aux populations du Sud. Selon eux-elles, le discours sur le développement a constitué un mécanisme de production et de gestion du tiers monde. Avec le rejet de ce concept de développement, c'est aussi la croissance, l'idéologie du progrès et du mythe occidental qu'ils-elles critiquent.

Une rupture radicale est donc nécessaire, la sortie du paradigme de développement et « la décolonisation des imaginaires ». Peu de propositions concrètes sont avancées car l'après-développement est pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif qui ne privilégient pas un bien être matériel destructeur de l'environnement et du lien social, ce qui se décline de différentes façons selon les différentes cultures et les différents contextes. C'est aux populations de préciser quel sens peut prendre pour elles la construction de cet après-développement. Les multitudes de pratiques des acteurs et actrices du bas représentent autant de germes d'alternatives et de résistance au développement pour la mise en place de sociétés autonomes et conviviales.

Au « Nord », l'idée de la décroissance est proposée pour préserver l'environnement et restaurer le lien social. Les « décroissants » renoncent à l'idée que « plus égale mieux » et remettent en cause l'économicisme libéral : l'économie ne doit plus être une fin en soi, elle doit retrouver sa place au service de la vie humaine.

« Le développement est un concept du passé » Entretien avec Wolfgang Sachs publié dans le journal Le Monde du 27 juin 2000.

Vous critiquez très vivement le concept de développement. Pourquoi?

Le développement est une ruine dans le paysage intellectuel, c'est un concept du passé qui ne peut servir de guide à quiconque aujourd'hui. Personne ne sait ce qu'est le développement. Interrogez n'importe qui, vous aurez toujours des définitions différentes. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il s'agit d'un but politique établi il y a cinquante ans, quand le président Truman a présenté en 1949 l'idée que l'on pourrait "développer" une société ou une économie comme une tâche historique. Le développement était d'abord une stratégie de l'Occident pour contenir le communisme. Mais il se fondait aussi sur l'idée que chaque pays parviendrait à rattraper les plus développés. En fait, le contraire s'est produit : loin de s'être refermé, le fossé entre Nord et Sud est devenu aujourd'hui si grand que personne ne peut plus même imaginer qu'il pourrait se refermer un jour.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est plus grand que jamais. Et la distance en termes relatifs par rapport au Nord n'a jamais été plus importante.

Le but du développement n'est pas que tous les humains soient au même niveau mais que chacun dispose de quoi se nourrir, se vêtir, élever ses enfants. Comment affirmer que le développement ne permettra pas de satisfaire ces besoins de base ?

Je ne suis pas d'accord. Dans les vingt premières années de l'histoire du développement, il était clair qu'il s'agissait d'atteindre le niveau de l'Europe ou des Etats-Unis. L'idée du développement, mise en avant par Truman et partagée par de nombreux leaders, comme Nerhu, était que ce qui avait pris une centaine d'années dans les pays riches pourrait se faire en quelques décennies pour les autres. Définir le développement en termes de besoins de base, comme vous le faites n'est apparu qu'ensuite, dans les années 70, quand il a fallu reconnaître que la pauvreté augmentait dans le monde.

Mais revenons aux motifs originels du "développement" : le premier était de contenir le communisme, le second était la promesse de rattrapage. La troisième idée était que le développement serait infini dans le temps, qu'il pourrait se continuer sans limite. Cette supposition a trouvé son démenti avec la crise écologique. Enfin, une quatrième raison marque la fin du développement, c'est que cette notion s'est construite par rapport à la notion d'Etat. Qu'est-ce qu'on développait ? La société. Qui développait ? L'Etat. La période du développement est intimement mêlée avec l'idée de montée des nations, dont la tâche historique était de réussir le développement.

Mais, aujourd'hui, le concept d'Etat-nation s'érode, l'Etat n'est plus l'objet ni l'agent du développement, et ce n'est pas un hasard si les flux d'investissement privés dépassent les flux d'aide publique.

Le développement est-il vraiment limité ? Les Etats-Unis sont sur une pente de croissance durable, l'Europe également, ainsi qu'une grande partie du monde.

Quand vous parlez à quelqu'un qui se vante des performances de la croissance, et que vous lui demandez : "Avez-vous entendu parler de la crise de l'eau ? que va-t-il advenir du protocole de Kyoto? combien de forêts tropicales restera-t-il dans trente ans ?", il répond : "c'est triste, mais que puis-je faire ?" Un des rares succès du mouvement écologiste des vingt

dernières années est d'avoir fait comprendre aux dirigeants qu'il y a quelque chose de fondamentalement vidé dans la croissance économique : ils ne sont plus des enthousiastes de la croissance, mais des fatalistes de la croissance.

Mais comment répondre au chômage et à la misère dans les pays pauvres, sans la croissance économique ?

Le chômage y a d'une certaine manière été créé. Par exemple, près de cinquante millions de personnes dans le monde ont du quitter depuis 1950 leur terre du fait de la création de barrages, ces barrages qui étaient, comme disait Nerhu, des "cathédrales du développement". En fait, tandis que le sort de certains s'améliore grâce à ces barrages ou au développement d'autres voient leur situation se dégrader.

Jusqu'à il y a trente ans, la majorité des gens subsistaient convenablement : ils avaient la terre, l'eau, la forêt, le poisson. Mais souvent ils ont dû quitter tout cela, pas seulement du fait de l'attraction de la ville, mais aussi parce que le développement accaparait ces ressources, la forêt, l'eau, les mines, le terrain.

Ils ont été chassés, ou du moins affaiblis, ils ont perdu le contrôle sur leurs ressources. On a introduit le développement pour combattre la pauvreté, et on s'est retrouvé à détruire des moyens de subsistance et à créer la misère.

Mais que faire quand plus du tiers de l'humanité est dans la misère et que l'expansion démographique se poursuit ?

L'opposé du développement n'est pas la stagnation : il ne s'agit pas de ne rien faire. Toutes sortes de changements sociaux sont nécessaires, mais pas dans le sens du développement conventionnel, parce que celui-ci consiste fondamentalement à suivre l'exemple du Nord.

Dans un pays comme l'Inde, pour accroître les possibilités des pauvres, le mieux est d'instituer les droits des communautés sur les ressources locales, de façon qu'elles ne puissent en être facilement privées.

Il y a un mouvement puissant en Inde dans ce sens. Cela consolide les bases de subsistance. Sur le plan écologique, c'est également important, parce que la biomasse est la principale ressource de l'Inde. Si vous vous demandez quel est le chemin du long terme pour l'Inde, il est celui d'une économie non basée sur le carbone, c'est-à-dire sur les énergies fossiles, mais sur le soleil et sur la biomasse.

Où est la biomasse ? Dans les campagnes, là où sont les villages. Il faut que les gens prennent soin de la biomasse. Or, s'ils en tirent bénéfice, ils en prendront soin. Les droits des communautés, la démocratie locale, cela va avec la protection de l'environnement.

Vous opposez une économie fondée sur la communauté à une économie de la croissance ?

Oui, même si ce n'est qu'une partie de l'alternative au développement. Mais elle est valable pour tous les pays du Sud non industrialisés ou à un stade limité d'industrialisation. L'industrialisation est une route dépassée; il faut donc essayer de passer à la phase suivante le plus tôt possible. Or nous avons expérimenté, sur plusieurs décennies, de multiples idées dont beaucoup fonctionnent. Dans de nombreux domaines, on peut faire des choses qui ne cherchent pas à imiter le Nord, et qui visent à passer directement à la phase "post-fossile".

Il s'agit d'abandonner le modèle occidental?

"Abandonner" est un peu fort : disons, s'en garder à une distance prudente ; se méfier de ses pièges. Mais il faut être lucide : personne ne peut échapper au monde moderne. Je connais une initiative très intéressante, au Pérou, de gens qui essaient très intelligemment de revitaliser l'agriculture et la cosmologie andines – mais ils savent très bien qu'ils vivent aujourd'hui, ce qu'est Lima, ils ont la télévision, etc.

Il n'y a plus aujourd'hui de tradition protégée. Il faut jouer de la tradition comme d'un capital, mais savoir prendre ce que l'on juge nécessaire dans la modernité.

Qu'est-ce qui entrave l'économie communautaire : les pouvoirs du Sud lui-même, les Institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, ou l'attraction du mode de vie occidental ?

Le Nord et le Sud ne sont plus des catégories géographiques, on trouve le Sud global dans les banlieues de Paris, et le Nord global dans les classes moyennes indiennes. On peut dire que la classe moyenne globale regroupe les possesseurs d'automobile : environ 500 millions de personnes dans le monde, ou, si l'on estime qu'il y a trois personnes par voiture, 1,5 milliards de personnes. Soit 25 % de la population mondiale, qui consomme 80 % des ressources de la planète.

La principale entrave au changement est l'avidité de cette classe consommatrice globale. Elle pèse trop lourd. La richesse que nous connaissons aujourd'hui est oligarchique : elle n'est possible que parce qu'elle est réservée à une minorité. Il est certain que la société fondée sur la consommation automobile, l'agriculture industrielle, l'alimentation carnée généralisée n'est pas accessible à tous. C'est là qu'est la vraie écologie: il ne s'agit pas d'abord de protéger les oiseaux, mais de créer les conditions d'une citoyenneté globale.

Pourra-t-on l'atteindre sans des efforts difficiles de la part des Occidentaux ?

Certainement pas. La responsabilité incombe d'abord à la partie nordiste de la classe moyenne globale. C'est une autre raison de se détourner du développement : celui-ci parle d'aider les pauvres, d'élever le bas, alors qu'en réalité il s'agit de transformer le sommet. Si l'on parle de justice aujourd'hui, il ne faut pas se tourner vers les pauvres, il faut braquer la lumière sur les riches. Notre responsabilité est de créer des économies plus légères, sobres, capables de la même activité avec beaucoup moins d'intrants.

Si l'occident s'orientait vers cette idée de citoyenneté globale, cela signifierait une perte de son pouvoir. La puissance des Etats-Unis et de l'Europe est liée à leur richesse.

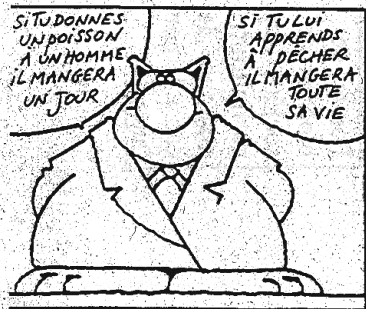
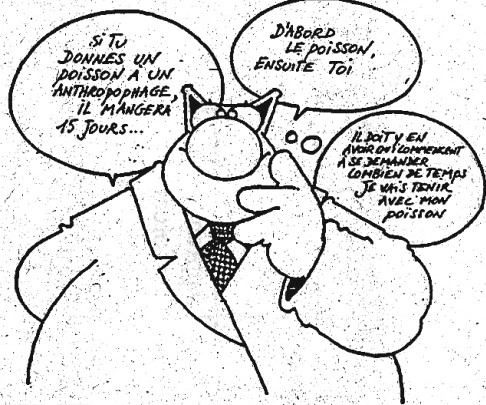
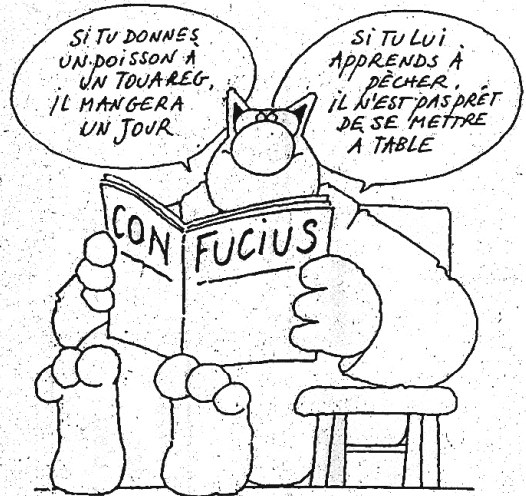
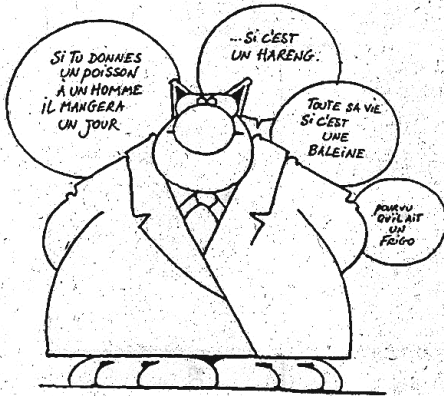
Ici, nous devons prendre en compte la révolution de l'information. C'est un passage comparable à celui qui s'est produit entre l'économie agraire et l'économie industrielle. Mais je ne suis pas sûr que le pouvoir aille comme auparavant avec la puissance industrielle, avec la consommation de ressources. La société industrielle, la modernité elle-même sont dans un tel trouble que de nouvelles perspectives s'ouvrent. Que serait une société de l'information durable ? Je ne sais pas. Mais elle manifeste un changement culturel important : l'excellence, ce n'est plus d'être le plus fort, le plus grand, c'est d'avoir la bonne connexion. Peut-être la société de l'information, en ouvrant de nouvelles perspectives, rendra-t-elle l'adieu à la société de consommation moins difficile.

ET QUINOA DANS TOUT ÇA ?

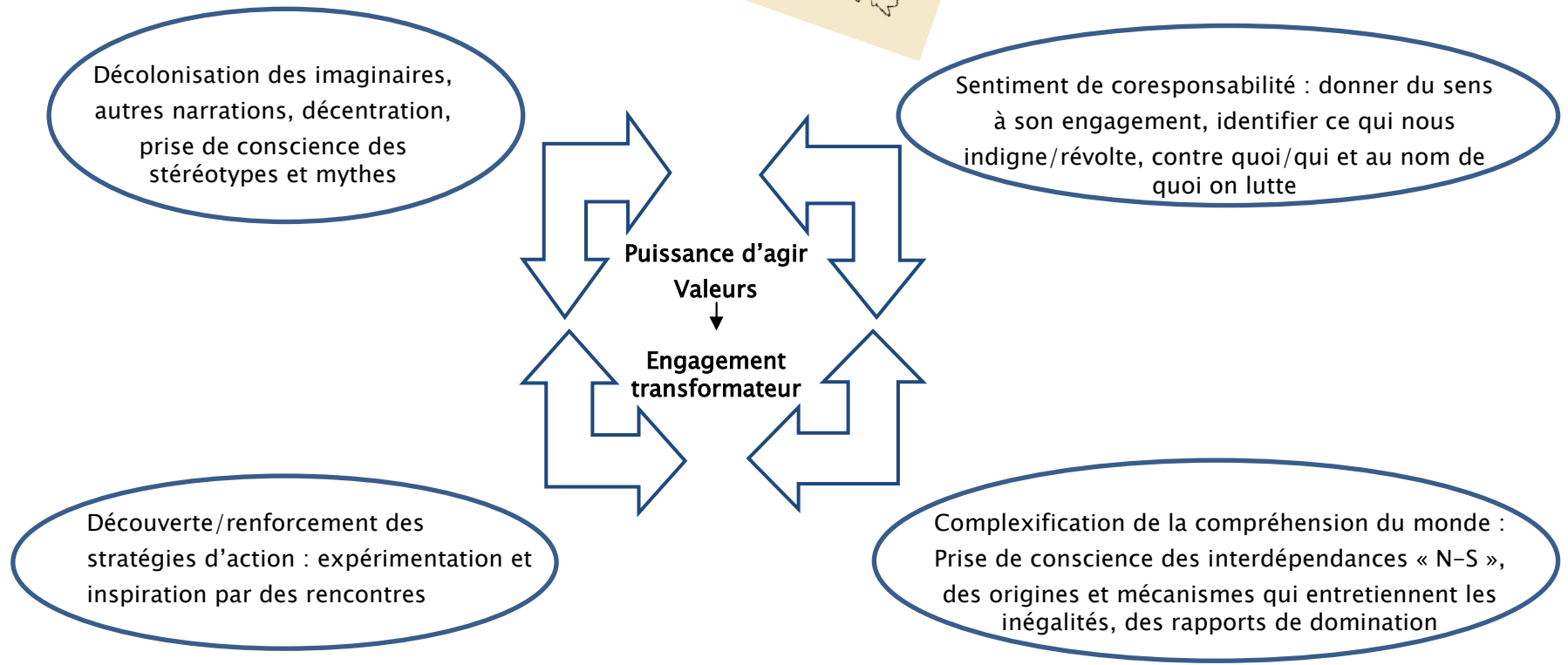
Dans la lignée des auteurs postmodernes, Quinoa propose une lecture critique de la notion de développement. Cette notion, qui a donc émergé dans un contexte historique et culturel bien particulier, véhicule une représentation monolithique et linéaire de l'avenir des populations et des cultures. Partant de cette critique du développement et, par là, du modèle dominant actuel qu'il sous-tend, lui-même intrinsèquement lié à l'idéologie d'une croissance économique infinie, du progrès et de la technique, Quinoa souhaite promouvoir l'élaboration d'une vision des relations entre les cultures et les populations basée sur la réciprocité, l'équité et la valorisation de la diversité.

« Qu'on le veuille ou non, le développement ne saurait être différent de ce qu'il a été et est : l'occidentalisation du monde. » Serge Latouche

Quinoa défend la thèse que nous avons toutes et tous un rôle à jouer, individuellement et collectivement, afin de lutter contre les déséquilibres actuels (pauvreté, exclusion, dégradation de l'environnement...), et que chacun-e d'entre-nous possède un pouvoir de changement et d'action sur la société. Agir concrètement contre les déséquilibres actuels, et donc contre la pauvreté, requiert que les citoyennes et citoyens du « Nord » soient mieux informé-e-s, sensibilisé-e-s et conscientisé-e-s par rapport aux enjeux des relations « Nord-Sud », de plus en plus globalisés et complexes, et puissent prendre part à des actions individuelles ou collectives porteuses de changement social.



FINALITÉS DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE (HEZ QUINOA: PROCESSUS)



L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE, POURQUOI ?

Pourquoi éduquer ?

Pour nous adapter aux changements et **reproduire** la société actuelle ?
ou
Pour **transformer** la société ?

Paradigme néolibéral

un modèle non universalisable ni soutenable.
→ le marché, la compétitivité, la concurrence, l'individualisme

Résignation

Uniformisation

Individualisme

Asymétrie

Autoritarisme



Utopie /créativité

Pluralité /diversité

Solidarité

Equité

Démocratisation

L'ECMS, UNE ÉDUCATION POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE !

Quelques enjeux du monde actuel

Dans un monde globalisé dont les enjeux et les régions sont interdépendants, les populations d'ici et d'ailleurs sont, à des niveaux variables, confrontées notamment à :

- la persistance et l'augmentation des inégalités sociales, politiques, économiques et de genre entre individus ou groupes d'individus, l'accroissement des injustices et exploitations ;
- un manque d'accès aux droits humains (civils, politiques, économiques, sociaux et culturels) et une violation de ceux-ci ;
- la surexploitation des ressources naturelles et le non-respect de l'environnement dans un monde dont les ressources sont limitées ;
- la persistance et la complexification des conflits armés ;
- la criminalisation de la contestation sociale et la disparition des espaces de contestation ;
- la globalisation, l'intensification et l'interdépendance croissante des crises (financières, climatiques, alimentaires, politiques, migratoires, etc.) ;
- des tensions identitaires et la résurgence des communautarismes.

Les mécanismes complexes et divers à la source de ces problèmes sont notamment :

- la persistance de rapports de domination socio-économique et culturelle (notamment le patriarcat, le racisme, etc.) ;
- la planétarisation d'un système qui induit l'exploitation des êtres humains et de la planète et qui renforce la concentration du pouvoir et du contrôle des ressources ;
- la généralisation/uniformisation d'un modèle de consommation et de compétition.

Ces mécanismes problématiques ne sont pas une fatalité :

- ils sont construits à partir de choix politiques débattus ;
- des personnes se mobilisent collectivement et individuellement (elles résistent et/ou créent des alternatives) en vue d'une transformation sociale qui vise un monde juste et durable.

Chacun-e est concerné-e et co-responsable dans un monde interdépendant.

Voir la partie
« Pour aller plus loin »
de ce référentiel pour
identifier les ressources
bibliographiques qui
fondent ce diagnostic.



L'éducation à la c

Finalités

L'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) souhaite contribuer à la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires en suscitant et renforçant l'action individuelle et collective de citoyen-ne-s conscient-e-s des enjeux mondiaux et qui s'en sentent co-responsables.

Elle est fondée sur les principes et valeurs, notamment, de justice, solidarité, égalité, ouverture à l'autre, respect de l'environnement, diversité, responsabilité et participation.

Missions

L'ECMS se décline, ici et ailleurs, en trois missions.

- **Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire** : renforcer des changements de valeurs, attitudes et comportements.
- **Mobilisation citoyenne** : renforcer la mise en action individuelle et collective.
- **Plaidoyer** : influencer des décisions politiques en vue de changer les législations.

Ce faisant, l'ECMS contribue notamment à l'émancipation des personnes et la transformation de la société ; elle est en cela un acte politique.

ECMS

citoyenneté mondiale et solidaire

Stratégies

Les stratégies utilisées en ECMS sont diversifiées et varient suivant les missions de l'ECMS, les spécificités des publics et leur contexte.

Ces stratégies se déclinent notamment à travers des activités très diverses telles que des formations, des animations, des accompagnements, des séjours d'immersion, des campagnes, etc.

Stratégies éducatives privilégiées (mission 1)

- Déployer une démarche éducative globale qui renforce des connaissances et qui initie et accompagne de manière intégrée des changements de valeurs, attitudes et comportements.
- Mobiliser une pédagogie centrée sur l'apprenant-e.
- Promouvoir des pédagogies actives, participatives et émancipatrices (adaptées aux publics et aux contextes).
- Veiller à ce que le public définisse librement son opinion.
- Développer l'esprit critique et la créativité.
- Promouvoir une lecture systémique des enjeux mondiaux.
- Présenter et valoriser la diversité des initiatives et alternatives pour la mise en action des publics.
- Promouvoir la communication interculturelle et le débat démocratique.

Stratégies de mobilisation citoyenne privilégiées (mission 2)

- Sensibiliser par et à travers la mise en action citoyenne individuelle et collective.
- Renforcer la coresponsabilité et la participation des citoyen-ne-s aux décisions publiques.
- Co-construire et faire vivre des alternatives.
- Construire des alliances/mises en réseau.
- Dénoncer des injustices et/ou formuler des propositions constructives.

Stratégies de plaidoyer privilégiées (mission 3)

- Dénoncer des injustices et/ou formuler des propositions constructives.
- Construire des alliances/mises en réseau pour créer de réels rapports de force.
- Mener un travail d'influence directe et alimenter la décision politique.
- Informer, sensibiliser, former des décideurs et décideuses.

Stratégies transversales privilégiées

- Construire des partenariats et alliances avec d'autres acteurs et secteurs d'ici et d'ailleurs.
- En tant qu'organisation, rechercher la cohérence de ses actions avec sa vision.
- Renforcer de manière continue la qualité de ses démarches et l'expertise des acteurs.
- Capitaliser, partager des expériences et les évaluer.
- Produire des recherches sur les contenus et les méthodes.
- Prendre en compte les rapports de domination.
- Intégrer des questions de genre, d'environnement et les droits humains dans ses démarches.

Liens avec les champs de la coopération au développement, éducatif et social

Une spécificité de l'ECMS est qu'elle appartient à la fois aux champs de la coopération au développement, de l'éducation et de l'action sociale. Les acteurs ECMS collaborent avec d'autres acteurs de ces champs dans le respect des spécificités des uns et des autres.

Dans le champ de la coopération au développement

Parce qu'elle contribue à la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires, l'ECMS relève du champ de la coopération au développement. Sa spécificité est de susciter et renforcer l'action individuelle et collective de citoyen-ne-s conscient-e-s des enjeux mondiaux et qui s'en sentent co-responsables.

Dans le champ éducatif

L'ECMS relève du champ de l'éducation, formelle et non formelle.

Avec l'éducation formelle

Quand l'ECMS est mobilisée en milieux scolaires, elle s'inscrit dans le contexte spécifique de l'enseignement formel où elle renforce l'acquisition de savoirs, savoir-être et savoir-faire liés à sa finalité.

Avec l'éducation non formelle

L'ECMS amène, avec d'autres, une lecture mondiale et systémique des enjeux de société et renforce une citoyenneté active, critique et solidaire.

Dans le champ social

L'ECMS relève du champ social. En suscitant et relayant un certain nombre d'indignations et de révoltes, l'ECMS favorise l'engagement des citoyen-ne-s dans les mouvements sociaux et dans d'autres formes de participation sociale.

A l'intérieur et/ou avec des mouvements sociaux, elle facilite l'articulation des enjeux locaux aux enjeux mondiaux.



© Plan Belgique